STORAGE-ITEM
MAIN LIBRARY

LPA-A84B
U.B.C. LIBRARY

THE LIBRARY

THE UNIVERSITY OF
BRITISH COLUMBIA

Carnegie Corporation Grant
for
French Canadian Studies

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of British Columbia Library

http://www.archive.org/details/pourlactionfra00grou

Abbé LIONEL GROULX

Pour l'Action Française

Conférence prononcée au Monument National, à Montréal, le 10 avril 1918

Prix: 10 sous

Bibliothèque
— de —
l'Action française

La Ligue des Droits du français

La Ligue des Droits du français publie l'*Action française*, la *Bibliothèque de l'Action française*, l'*Almanach de la Langue française* et diverses autres brochures. Elle a jeté dans le public plus de CENT VINGT-CINQ MILLE brochures, toutes consacrées à la défense et à la diffusion de la langue française. Elle a pris l'initiative de la commémoration du 75e anniversaire du geste de La Fontaine déchirant la clause de l'Acte d'Union qui proscrivait des débats parlementaires la langue de nos aïeux, ainsi que du pèlerinage au pays de Dollard. Elle s'efforce de susciter partout l'action française.

Le bureau de direction de la *Ligue des Droits du français* se compose de MM. Louis Hurtubise, ingénieur civil, secrétaire général, l'abbé Lionel Groulx, professeur d'Histoire du Canada à l'Université Laval, le Dr Joseph Gauvreau, Pierre Homier, Anatole Vanier et Omer Héroux. Le secrétariat, installé au bureau 32, Immeuble de *La Sauvegarde*, Montréal, est dirigé par M. Wilfrid Guérin.

La Ligue se compose de membres adhérents, de membres coopérateurs, de membres fondateurs.

On devient membre « adhérent » en s'engageant à remplir les obligations que prescrit la Ligue et en versant une cotisation annuelle d'une piastre ($1.00).

Les membres « coopérateurs » sont ceux qui comprennent les nécessités de la propagande générale de la Ligue et veulent y coopérer en élevant d'eux-mêmes le chiffre de leur cotisation annuelle à cinq piastres ($5.00).

Sont déclarés membres « fondateurs » les adhérents qui versent une somme de vingt-cinq piastres ($25.00) au minimum.

Les cotisations annuelles sont payables la première semaine de janvier.

Bibliothèque de l'Action française

Pour prolonger et compléter l'action de sa revue et de son almanach, la Ligue vient de fonder la *Bibliothèque de l'Action française* où paraîtront, dans le même format et sous la même couverture que la revue, des études de volume divers. On a d'abord publié *la Fierté* du P. Louis Lalande; la brochure actuelle, *Pour l'Action française*, vient en second et d'autres suivront. Ces deux brochures se vendent 10 sous chacun, plus 1 sou pour le port, aux bureaux de la Ligue et dans les principales librairies. Par quantités, $1 la douzaine, $8 le cent, $70 le mille, frais de port en plus, aux bureaux de la Ligue. On peut, dans ces commandes, mêler les deux brochures et bénéficier des mêmes réductions que si l'on n'en commandait qu'une.

Pour l'Action française[1]

Mesdames, Messieurs,

Je m'en viens vous parler d'une revue et c'est un fait presque étrange. Dans notre vie canadienne, il n'y a qu'un seul événement qui soit plus banal que la naissance d'une revue... et c'est... la mort d'une revue. L'*Action française* est née il y a seize mois passés. Régulièrement elle devrait être morte. Et cependant elle vit... malgré son âge avancé. Elle a vaillamment triomphé de la mortalité infantile; elle a fait ses dents; elle augmente tous les jours notablement de volume et, n'était le souci d'une suprême élégance, elle permettrait qu'on la félicite sur son précoce embonpoint.

Puisqu'elle porte un nom de résonance belliqueuse, qui sonne presque la charge, je commence par une mise au point.

Non, l'*Action française* n'est pas une œuvre de bataille. Elle est peut-être tout le contraire. Oh ! assurément nous ne sommes point si pacifistes que d'aller nier les périls évidents. L'orangisme et le soleil sont deux choses qui nous paraissent bien exister. Attaqués nous ne sommes pas libres de ne pas nous défendre. Et la défense n'a pas le loisir de n'être pas énergique. Depuis ces derniers temps — ai-je à vous l'apprendre ? — ils ne s'en prennent plus à l'un ou à l'autre de nos droits; ils s'en prennent à tous. Voulez-vous entendre toute la vérité ? Non, la liberté des petites nationalités ne sera pas pour nous. Nous sommes une *nuisance* qu'il faut faire disparaître. Et les plus extrémistes de nos ennemis, qui sont les plus francs,

[1] Conférence prononcée au Monument National le 10 avril 1918.

ne se gênent point de nous le faire savoir. Sans doute depuis quelques jours on daigne nous trouver du courage et presque du civisme. Mais faut-il que j'aie mauvais cœur ? Ces réparations maigres et tardives de tant et de si longs outrages ne me donnent nullement l'envie de bêler d'amour.

Le plus grave en tout cela c'est que la paix est morte en notre pays, et morte, hélas ! pour ne plus jamais ressusciter. Au fond de toute cette guerre au français se trahit un tel mépris du droit, un tel orgueil de la force, que plus rien de notre constitution ne demeure en sécurité. Un courageux archevêque a pu tout récemment dénommer le Manitoba « la terre classique des chiffons de papier. » Il y a peut-être en ce pays plus d'un Manitoba. Aux optimistes incurables qui viennent nous dire : « Ce ne sont là que lubies d'orangistes, coups de tête de fanatiques, » nous regrettons de devoir opposer l'universalité de l'agression. Qu'importe que de grands esprits déplorent ces excès. Leur silence trop habituel équivaut à une complicité secrète. Et pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, un ou deux de ces grands esprits muets ne peuvent faire la pensée de fond d'un groupe de quatre millions.

En ces conjonctures, à l'*Action française*, nous prenons résolument notre part de la défense commune. Parmi les initiatives qui nous ont paru opportunes, est venue en premier lieu la tenue à jour d'un bulletin de guerre. Le premier mot de la stratégie, c'est de connaître ses agresseurs, c'est de savoir de quel côté viennent les coups, de quelles armes l'on se sert. Peut-être même bon nombre de nos gens ont-ils besoin d'apprendre que la guerre sévit au Canada et que cette guerre est faite contre nous. Quand tant d'influences s'efforcent d'escamoter la vérité et les réalités de la bataille, les lecteurs de l'*Action française* trouveront peu à peu, dans la partie documentaire de la revue, les pièces maîtresses, tout le dossier du grand procès qui nous est intenté. De même il devenait urgent de ne plus laisser sans réponse tant d'attaques déloyales contre notre passé. Un certain nombre d'historiens nous

ont promis leur concours, et les calomniateurs de la race canadienne-française trouveront à qui parler. Dès le mois dernier, M. Benjamin Sulte a fait bonne justice de nos prétendues origines bretonnes et des conséquences qu'on en tirait contre nous. Et nous allons continuer. Notre but est de fournir ainsi des munitions à tous les modestes mais braves combattants qui, dans les ateliers, dans les bureaux, dans les cafés ou en chemin de fer, se font un devoir de relever toute injure faite à leur race. Des armes nous voudrions en fournir à tous ceux qui croient que la vérité et la justice ont le droit de se défendre ici-bas, à ceux qui sont d'avis que la plus belle aumône et la plus opportune est souvent celle qui est faite à l'ignorance et que même un coup de bâton est quelquefois un grand acte de charité.

Et pourquoi ne pas avouer que nous visons plus haut ? Ne serait-ce pas un magnifique résultat de l'ensemble de ses campagnes si l'*Action française* pouvait pour sa part tenir les esprits en éveil, fouetter la fierté de race et faire affirmer par les plus petites de nos unités une telle détermination de survivre que nul n'en ignore en ce pays, ni à Winnipeg ni à Toronto. La force se fait facilement illusion sur la réalité de son pouvoir, surtout lorsqu'elle parle anglais. Pourquoi alors ne pas arracher une bonne fois leurs espérances à tous les faiseurs d'unité, à tous les ambitieux d'absorption, à tous les sectateurs de la religion "*One flag, one language, one nation?*" Puisque nous entendons rester ce que nous sommes et qu'il importe qu'ils le sachent, pourquoi, de tous les coins de terre française du Canada, une même voix ne se ferait-elle pas entendre, sans tapage, sans aigreur, mais avec la vieille détermination des ancêtres, et qui dirait : « Non, c'est inutile. Nous n'avons pas changé depuis 1760. Nous gardons tous nos serments, toute notre loyauté. Mais aussi fièrement et aussi fermement qu'il y a cent cinquante ans, voyant ce que vous êtes et voyant ce que nous sommes, nous refusons l'honneur de l'assimilation anglo-saxonne; la gloire d'être Français nous suffit. »

II

Mais prenons garde de nous tromper nous-mêmes. Il est de plus alarmantes menaces que ces périls de l'extérieur. Une race ne meurt point par décret. Aujourd'hui même le monde n'est-il pas témoin de la suprême revanche de races anciennes sur lesquelles, pendant de longs siècles, la tyrannie s'est usée ? En notre pays, les plus clairvoyants parmi les assimilateurs ne se font pas illusion sur l'étendue de leur puissance. Goldwin Smith s'en ouvrait un jour avec un vif désappointement : « Les forces du Canada seul, disait-il, ne sont pas suffisantes pour amener l'assimilation de l'élément français, ou même empêcher la consolidation permanente et la croissance d'une nation française. » (*The Canadian question*).

Mesdames, Messieurs, les vrais dangers sont ceux que nous portons en nous-mêmes, contre lesquels l'organisme a cessé de se défendre. Si les décrets sont impuissants à tuer une race, elle peut mourir et elle meurt — l'histoire le prouve — par une série de petits abandons et de petites lâchetés.

Et c'est pourquoi, à l'*Action française*, nous essayons de porter la défense de la langue sur tous les terrains. Nous voulons qu'elle règne en ce pays partout où elle a le droit de régner, depuis le discours du trône lu par le représentant de Sa Majesté, depuis les actes officiels du parlement fédéral, jusque sur l'effigie du timbre-poste, jusque sur le billet de chemin de fer, jusque sur la correspondance de tramway. A ce propos quelques-uns ont prononcé les mots d'« enfantillages » et de « vétilles ». Eh bien ! nous réclamons cet honneur, à l'*Action française*, de nous battre pour ces très dignes enfantillages et ces glorieuses vétilles.

Où est-il l'esprit réfléchi qui puisse en contester l'importance ? Nous nous plaignons quelquefois d'être méconnus à l'étranger; nous trouvons déplorable que tant de nos parents de France reviennent chaque année nous découvrir; nous nous affligeons qu'on veuille si peu croire à notre survie, qu'en certains lieux, on nous traite déjà

comme une race en voie de disparaître. De quoi nous plaignons-nous ? Comment voulez-vous que les étrangers de passage en notre province ou en nos villes ne croient pas à notre abdication volontaire et à notre disparition prochaine, lorsqu'ils voient tant de Canadiens français cacher leur origine française sous le masque de l'enseigne anglaise, lorsque nous laissons les compagnies de chemin de fer projeter sur notre terre française de Québec leurs multiples rubans de géographie anglaise ? Comment voulez-vous, par exemple, que l'on pût deviner l'existence d'une ville française aux bouches du Saint-Maurice, quand il n'y a pas tant d'années, on pouvait lire sur sa gare le nom anglais de *Three Rivers ?* Pouvons-nous prétendre à la qualité de race française vivante, nous qui permettons qu'on ne nous serve presque partout que des affiches et des annonces en langue anglaise, excepté pour les *Défense de fumer* ou les *Défense de cracher ?* qui, sur nos chemins de fer, sur nos compagnies de bateau, tolérons qu'on ne nous parle qu'en anglais; qui, jusqu'à ces tout derniers temps, ne demandions le numéro de téléphone qu'en anglais, n'acceptions des compagnies d'utilité publique que de la correspondance en anglais, ne lisions dans nos cafés et nos restaurants que des menus en anglais ? Croyez-vous que beaucoup d'autres races, ayant l'orgueil de leur origine et la volonté de vivre, tolèreraient longtemps chez elles un pareil régime ?

Des enfantillages, des vétilles que tout cela !

Oublions-nous que ces empiètements se commettent par une race qui ne s'incline pas plus qu'il ne faut devant le droit abstrait ou écrit, mais qui attache une importance souveraine au précédent, au fait accompli ? Oublions-nous que nous sommes une minorité et que des faibles et des pauvres n'ont rien à sacrifier de leur patrimoine ? Pour le petit nombre que nous sommes, la trahison d'un seul devient une grande faute. « Chaque défection de l'un des nôtres, dit Edmond de Nevers, chaque manifestation d'un esprit qui n'est plus le vieil esprit français, fier, intransigeant, superbe, encourage cette pensée chimérique si fièrement caressée par les pan-

saxonnistes de notre assimilation future. » (*L'Avenir du peuple canadien-français*, p. 366.)

Enfantillages et vétilles ! Et pendant ce temps-là le langage de notre peuple s'altère rapidement; les termes étrangers lui entrent en foule par les yeux et par les oreilles. Le commerce, l'industrie, les sciences techniques, les métiers, les administrations ne parlent qu'anglais et le pauvre Canadien français n'a que le temps d'apprendre la langue des autres. Et pendant ce temps-là se développe chez notre peuple une telle insouciance, une telle apathie devant l'invasion sourde et secrète que peu à peu on l'aura fait incapable des vives réactions. Un jour nous nous éveillerons parlant l'affreux jargon que nous prêtent ces Parisiens de Toronto, et, pour une fois, Toronto aura raison, et Québec et Toronto se parleront français et se comprendront.

Mesdames, Messieurs, ceux des nôtres qui luttent pour remettre en leur place cinq ou six syllabes françaises font une œuvre de sauveurs et ont droit à nos hommages. « C'est dans les temps où un peuple est endormi ou esclave, a écrit Edgard Quinet, que sa langue se couvre de mots étrangers, d'une origine différente. Mais ces mots ne s'implantent pas véritablement dans le tissu du langage national. Ils n'y adhèrent qu'à la surface. Cet alliage de mots d'une autre langue est comme une maladie : tant qu'elle dure, la langue est impuissante à exprimer le vrai génie d'un peuple.»

Des vétilles ! Les hommes de l'*Orange Sentinel* ne le prennent pas tout-à-fait sur ce ton-là, eux qui récemment lançaient une vaste enquête à travers tout le pays sur les affiches bilingues des bureaux de poste en dehors de la province de Québec. Je cite ce fait, Mesdames, Messieurs, parce qu'il est bon d'être enseigné quelquefois par ses ennemis et je me demande pourquoi les nobles sentiments de la défense française ne pourraient pas commander, autant que la haine idiote, l'importance des petits détails dans un plan de bataille. Ne serait-ce pas vraiment trop humiliant que de manifester moins de prévoyance et

d'esprit que le docteur Edwards ou le vénérable M. Hocken ?

Des vétilles ! Mais n'y a-t-il point des symptômes révélateurs de maladies déjà graves s'attaquant au fond même de l'âme française ? L'assimilation d'une race, quand le *défaitisme* a gagné les têtes, s'opère par les mariages ou par l'abdication volontaire, réfléchie de la langue. Or n'y a-t-il pas quelques apparences chez nous de cette abdication volontaire ? Si l'on se défend assez bien quant aux mariages, par quelle étrange insouciance patriotique beaucoup trop de nos familles canadiennes françaises imposent-elles à leurs enfants, pour leurs premiers balbutiements, les vocables exclusifs de l'anglais et poussent-elles ensuite ces mêmes enfants vers les maisons d'éducation anglaises ? Elles prétendent que c'est indispensable au succès dans la vie. En sont-elles bien sûres ? Sauf le cas d'une réaction très aléatoire, ces enfants dénationalisés, privés de leurs vertus natives, pourront-ils être mieux que des inférieurs chez l'une et l'autre race ? Chez les uns il y a grand risque qu'on leur préfère presque toujours, à égalité d'aptitudes, leurs rivaux anglo-saxons; chez les autres, ils se sentiront eux-mêmes déclassés, impuissants à bien parler leur langue, incapables de la grande distinction intellectuelle. L'expérience n'a-t-elle pas prouvé, et par des exemples illustres, que ceux de nos compatriotes qui ont pu atteindre à la supériorité en ce pays, y sont parvenus pour s'être d'abord appuyés sur les hautes vertus de la culture française ? Et voilà comment l'on sacrifierait à des avantages matériels problématiques ce que les hommes de cœur mettent plus haut que tout le reste. Que dis-je ? Est-ce un danger purement chimérique qu'une telle éducation fasse de vos enfants des moitiés d'étrangers au sein de la fraternité française et, qui sait ? d'inconscients déserteurs de la race ? Chose certaine : seuls les tempéraments robustes pourront s'émanciper de cette éducation première. Voyez ce qu'ont coûté à nos frères de la Louisiane des fautes pourtant moins lourdes que celles-ci. Plutôt que de se créer des collèges chez eux, ils ont pendant longtemps envoyé leurs

fils faire leurs premières études, non pas à Londres, ni à Washington, mais à Paris. Et cependant ils en ont fait des déracinés; — ils ont eu une classe dirigeante dont la pensée était *désaiguillée* et qui devant l'assimilation n'a pas su tenir. Pendant ce temps-là, leurs jeunes filles qui ont grandi chez les Ursulines de la Nouvelle-Orléans, gardent encore aux foyers louisianais une dernière flamme française.

Cette éducation déformatrice, Mesdames, Messieurs, n'est pas l'unique menace qui pèse sur nous. Je ne sais plus lequel de nos écrivains, à moins que ce ne soit Edmond de Nevers, a dit quelque part : « Le petit Canadien français est peut-être le seul enfant de l'Amérique qui ait ce que l'on appelle un idéal et dont le rêve ne se borne point à devenir un Astor ou un Vanderbilt ».

Hélas ! il y a beau temps, ne vous paraît-il point, que tout cela est changé et que la noblesse très relative de cet idéal américain ne nous suffit plus. Où est-il le trouble-fête qui viendra dénoncer le grand déformateur de notre âme chrétienne et française, celui qui s'attaque déjà à notre jeunesse, qui envahit jusqu'à nos campagnes et qui nous corrompt jusqu'aux moelles, je veux dire le cinéma, les « petites vues ». Ah ! ne me reprochez pas de me faire, ce soir, le trouble-fête. J'avoue qu'au lieu de cette dure franchise, il me serait plus facile et plus agréable de prodiguer des flatteries. Mais songez plutôt que jamais, à aucune époque de notre histoire, notre peuple ne s'est aussi inconsciemment gavé du pire exotisme. Le cinéma, c'est devenu le premier et l'unique livre, le roman, le feuilleton, le théâtre, le catéchisme de la déformation populaire. Dans la masse de nos familles on en vit et on en rêve. Quelle tristesse d'y songer! Nos petites gens, nos enfants, notre dernière réserve, et qui auraient besoin de garder dans leur âme la noblesse de l'idéal français, eux qui ignorent les héros et la noblesse de notre histoire, se passionnent à cœur d'année pour des bandits illustres, pour des cabotins de bas étage, pour des drames de pistolet et de cours d'assises, pour un art vulgaire et bouffon, pour tous les tristes héros des magazines américains ou du mélodrame

étranger. Il y a là quelque chose de très grave. Croire que l'on puisse se donner impunément de telles infusions d'un exotisme démoralisateur, serait s'avouer étrangement ignorant de la plus élémentaire psychologie. N'en doutons pas. Une morale désastreuse entre dans les âmes avec ces histoires louches et cet art criard; l'échelle des valeurs se renverse; nos instincts artistiques se dépravent; peu à peu le fond de nos vieilles traditions familiales s'altère; nous commençons à penser et à sentir à l'américaine en attendant de parler et de vivre à l'américaine. Surtout ne nous flattons point de garder longtemps notre langue et notre âme héréditaire avec des idées et des mœurs qui repoussent l'une et l'autre. La langue est l'expression de l'âme et il faut une certaine distinction native, et, à tout le moins, une âme française pour parler français.

Mesdames, Messieurs, je vous pose la question: N'est-il pas grand temps que l'on s'avise de ce danger et que l'on réforme le cinéma? S'il devait rester ce qu'il est, peut-être faudrait-il commencer bientôt contre ce fléau ravageur, le pire agent de la dénationalisation, une campagne méthodique comme celle qui a été faite contre l'alcool.

En attendant, à la *Ligue des droits du français*, nous tenons nos compatriotes en garde contre le mépris des « enfantillages » et des « vétilles ». Convaincue qu'en matière de langue, il n'y a point de petites choses pour une minorité, l'*Action française* veut être la sentinelle qu'on ne relève pas. Par la chronique de Pierre Homier, *A travers la vie courante*, elle se tient aux aguets des incidents, des anecdotes, des épisodes de la grande bataille. Elle cite à l'ordre du jour et elle inscrit à son tableau d'honneur tous les héros grands ou petits qui ici ou là imposent le respect de la langue; elle voue à la honte tous les tièdes, les endurcis, les caudataires de la race supérieure. Et ainsi l'ardeur combative se maintient et se généralise et nos compatriotes apprennent la valeur de la ténacité et celle des petits efforts mis les uns près des autres.

Mais, me direz-vous, voilà l'obligation de bien des efforts et de coûteux sacrifices. Qu'importe, s'ils sont

nécessaires, s'ils sont le prix du salut. Notre devoir est de les accepter sans *barlander*, joyeusement, avec la ferme conviction que nul ne peut s'y dérober sans tout compromettre. Si notre courage en avait peur, mieux vaudrait le dire tout de suite, en finir avec ces atermoiements, ces compromis, ces lâchetés dissimulées et avouer franchement notre trahison et notre volonté de capituler. Il y a plus d'honneur à mourir d'un acte libre qu'à s'en aller par cette lente dissolution.

Mais ici la conscience et l'honneur nous arrêteraient. Une capitulation serait un péché grave contre la justice et contre les ancêtres.

Aux ancêtres nous infligerions un sanglant désaveu. A toutes ces générations de pauvres mais fiers paysans qui ont tant peiné et tant enduré pour nous garder à la famille française, nous viendrions dire : « Vous vous êtes trompés : nous répudions vos travaux et vos sueurs. Votre héritage ne vaut pas la peine d'être défendu. Nous avons choisi d'être la génération de la rupture, celle qui ne vous continuera point. » Mesdames, Messieurs, ou les notions de l'honneur sont bien brouillées, ou il y a là, ce nous semble, quelque chose qui est au-dessous d'un gentilhomme et d'une femme de qualité. Il faut de plus graves raisons que l'intérêt ou la vanité pour justifier un reniement de ses aïeux.

Nous n'avons pas le droit de prendre ce parti. Nous ne sommes que les mandataires des générations anciennes, et notre tâche c'est de souder le passé à l'avenir. Nous n'avons pas le droit de jeter au vent cet héritage d'honneur accumulé par trois siècles d'histoire. Nous ne sommes pas les derniers héritiers du patrimoine des ancêtres; nos descendants ont le droit d'y prétendre comme nous et notre devoir est de le leur garder. « Qu'adviendrait-il de l'humanité si les vivants reniaient le principe de solidarité qui les lie aux morts ? Que deviendraient tous les stimulants à l'action, à l'ambition qui nous font ce que nous sommes, si des travaux de ceux qui ne sont plus rien ne devait subsister, si l'arbre planté et arrosé avec soin

était coupé dans sa croissance; si dans le champ péniblement labouré, on ne faisait pas la moisson ? » (*L'Avenir du peuple canadien français*, E. de Nevers, pp. XL-XLI.)

III

Œuvre de défense et de combat puisqu'il y a des périls et des agressions, l'*Action française* n'entend pourtant pas déployer de ce côté ses meilleures énergies. La bataille qui se réduit trop souvent à quelques charges brillantes n'est pas son affaire. Ce qu'elle veut par-dessus tout, c'est une généralisation de l'effort, c'est l'unanimité de l'action française, ce sont des œuvres constructives. Plutôt que le patriotisme militant, le patriotisme organisateur. Pour survivre, il faut d'abord avoir vécu.

L'*Action française* voudrait donc rassembler les éléments de notre action prochaine. Pour le moment elle croit avoir trouvé que la nécessité la plus pressante pourrait bien être la coordination de nos efforts, la vigueur de la direction. Nous ne manquons ni de ressources ni d'énergies; nous les employons mal ou ne les employons pas du tout. La force d'un peuple n'est que la résultante d'un ordre, d'une harmonie, d'une collaboration unanime. Ni les mains ne peuvent se passer du cerveau, ni le cerveau se passer des mains. Tous les organes doivent coopérer à la vie du tout. Depuis le plus humble producteur jusqu'au penseur de génie, tous doivent travailler côte à côte, entendre le même mot d'ordre et harmoniser leur labeur. Il en sera de l'effort d'un peuple comme de cette stratégie victorieuse dont parle Fustel de Coulanges : « C'est par l'ordre, par l'unité de direction, par la constance des efforts collectifs, par l'agencement de ses masses qu'elle produit ses grands effets et qu'elle gagne ses batailles. »

Et alors, vous l'avez compris, il nous faut réparer des erreurs qui ont duré trop longtemps. Nous nous devons d'inscrire à notre programme d'action française, parmi les tout premiers articles, l'organisation économique de notre province. Nous avons trop longuement oublié

que si une nation ne vit pas seulement de pain, il lui en faut tout de même quelques tranches. La question n'est pas de savoir si nous achèterons ou n'achèterons plus à Toronto, si à Montréal nous ferons nos achats dans les magasins de l'ouest ou dans ceux de l'est. Le problème est d'une bien autre ampleur. Il importe de savoir si nous garderons chez nous et exploiterons pour nous notre or, nos épargnes, les ressources de notre sol, toutes nos richesses, si nous leur ferons rendre tout ce qui est en elles sans attendre qu'elles soient affermées par le capital étranger. Et d'abord, nous pourrions peut-être nous aviser que parler ainsi n'est déclarer la guerre à personne. Vous l'avouerai-je ? Je n'arrive pas à comprendre que des principes et des méthodes préconisés par toutes les autres races deviennent une provocation quand ils sont préconisés et pratiqués par nous ? Qui peut bien nous faire un crime de « pelleter pour notre compte » ? Ce doit être notre droit de garder notre bien puisque c'est notre bien. Nous fera-t-on croire que les nécessités de la « bonne entente » nous imposent de forger nous-mêmes notre esclavage économique ?

Au surplus, pourquoi ne pas reconnaître qu'au fond de tout ce problème réside un devoir de charité nationale et qu'il convient, ce devoir, de ne pas le traiter si légèrement ? Puisque tant de choses d'ordre supérieur — œuvres de charité, œuvres intellectuelles, œuvres sociales, œuvres religieuses, — sont dépendantes de la puissance du capital, c'est pécher contre la charité nationale et contre toutes ces œuvres que de tarir sciemment leurs ressources. Et vous qui vivez au sein de la famille française et qui en cueillez la bienfaisance et les profits, vous n'avez pas le droit de ne pas lui rendre ce qu'elle vous donne et de ne pas servir tout d'abord vos compatriotes. D'autant qu'il n'est pas bon pour un jeune peuple comme le nôtre de trop sentir sa pauvreté. Parce que les puissances de l'argent s'étalent trop exclusivement d'un côté, beaucoup de nos faibles et de nos vaniteux adorent les dieux de l'étranger et la masse de nos petites gens sent peser plus lourdement sur elle l'infériorité de la race vaincue.

A l'*Action française* nous avons commencé par attirer les yeux de nos compatriotes sur notre premier capital, le capital humain. Une conférence retentissante du Père Louis Lalande donnée sous les auspices d'une société amie, a ramené notre attention sur le grave problème de notre natalité. Et la revanche des berceaux a fait songer d'elle-même à la veillée des berceaux. Voici que nous commençons maintenant une enquête sur nos principales institutions financières, mises en parallèle avec les œuvres similaires anglaises dans notre province. Et les Canadiens français apprendront peu à peu les immenses coulages que leur indifférence laisse pratiquer dans leurs forces vives. M. Édouard Montpetit, dans une contribution à notre enquête sur *Nos forces nationales*, nous dira bientôt l'étendue de nos richesses et l'usage qu'il convient d'en faire. M. Henri Bourassa exposera, pour la même enquête, le problème toujours actuel de la colonisation. Et d'autres projets, Mesdames, Messieurs, viendront au jour, à l'heure opportune. Nous vous le promettons : cette question de notre réorganisation économique va rester à l'affiche aussi longtemps qu'elle n'aura pas reçu une solution satisfaisante. Il faut que l'obstination redevienne une vertu française.

Cet effort économique se subordonne pour nous à une autre action d'une urgence incontestable, celle-là aussi, je veux dire l'action proprement nationale, patriotique. Quelque étrange que doive paraître une telle question, force nous est bien de la poser à l'heure actuelle: Avons-nous la préoccupation patriotique ? A quelque métier ou à quelque profession que l'on appartienne, fait-on une part dans sa vie à une série de devoirs envers la patrie ? A-t-on conscience d'une dignité à soutenir, d'une solidarité à maintenir ? Qu'il s'agisse d'un acte grave de sa vie à poser, de relations d'affaires à nouer, d'un vote à donner, se fait-on quelquefois cette question : « Est-ce que je sers ainsi ma race ? Est-ce que j'aide mes compatriotes ? » Ou plus simplement encore : « Est-ce que je fais quelque chose pour les miens, pour ma nationalité, pour ma langue ? » Le petit Canadien français d'aujourd'hui, au

foyer et même après le foyer, grandit-il avec le sentiment très clair, très fort d'appartenir à une origine particulière et à des devoirs très spéciaux ? Ce sens national, l'avons-nous assez éveillé, assez répandu pour qu'au service de la cause française en Amérique, il y ait non pas le dévouement de quelques élites, mais la collaboration universelle, l'âme collective de toute notre race ? Sommes-nous enfin tous persuadés qu'à cette heure où pas une force n'est à négliger, pas un moment à gaspiller, « chacun des descendants des 65,000 vaincus de 1760 doit compter pour un ? » Ah ! pour l'amour du ciel, éveillons-nous au sentiment des réalités et qu'il ne soit plus question entre les gens de notre race d'apathie ou d'apostasie nationale, apathie et apostasie qui sont quelquefois une seule et même chose. Nous pourrions disposer d'une force invincible, si seulement nous voulions nous rappeler qu'étant de race française et de croyance catholique, une telle noblesse doit obliger tous les bénéficiaires.

A l'*Action française* c'est notre persuasion que rien ne rend si bien compte de notre insouciance que l'ignorance de notre passé. Si le souci patriotique fait défaut, c'est qu'on ignore la patrie. On ignore la fierté et la solidarité qui commandent le patriotisme. Et alors, pour nous guérir de cette ignorance, nous tâchons d'exhumer l'histoire. On nous rendra ce témoignage que depuis deux ans l'*Action française* a fait sa part pour remettre devant les méditations de la foule les grands anniversaires. Nous l'avons fait dans la revue pour le 275e anniversaire de la fondation de Montréal, pour le cinquantenaire de la Confédération et pour celui des Zouaves pontificaux. Et le public a été convié à des fêtes plus éclatantes, par exemple pour commémorer le geste d'action française de La Fontaine en 1842, ou pour se faire rappeler par le Père Louis Lalande, s. J., les motifs de la fierté. Et il y a notre *Almanach de la langue française*, petit manuel de patriotisme pratique et populaire que nous avons jeté à travers le pays. Publié en 1916 à 10,000 exemplaires, il a atteint cette année les 25,000. Le mois dernier nous inaugurions notre *Bibliothèque d'action française*, et plus

de 10,000 exemplaires de *La fierté* vont se répandre à travers tous les groupes français de l'Amérique. En mai prochain, si les circonstances ne leur permettent point de donner plus d'ampleur à leur manifestation, les directeurs de l'*Action française* et les *Ligueurs des Droits du français* iront tout de même au Long-Sault tracer la route vers le pays de Dollard. Ce sera le début de pèlerinages annuels, espérons-le, pour notre peuple et pour nos enfants. Puisque c'est l'heure où tant de menaces nous enserrent comme dans un étau et qu'à la vue de notre faiblesse et de notre isolement les plus courageux commencent à trembler et à douter, nous allons nous mettre en route vers la colline inspiratrice de Carillon. Ensemble nous irons relire cette histoire où l'on combattait en priant, où une poignée de Français fonçaient hardiment jusqu'au pays des barbares, et là, dans l'évocation des immortels sacrifiés, au souvenir de ces gars de chez nous qui s'engagèrent par serment à ne pas demander quartier, nous apprendrons de quelle race d'élite nous sommes et comment notre cause veut être servie.

Mesdames, Messieurs, voilà bien des projets, me direz-vous. Et cependant l'*Action française* croit pouvoir collaborer à tous ces mouvements et atteindre une partie de ces fins parce qu'elle veut être une action intellectuelle. Si le mot ne trahissait quelque prétention, elle dirait qu'elle est avant tout une entreprise de charité intellectuelle. Il faut de la vérité, il faut de la lumière pour déterminer de l'action. « La civilisation d'un peuple, a dit Victor Bucaille, est le mélange de son activité intellectuelle et de son développement économique. » La puissance spirituelle, le rayonnement de la culture tiennent sans doute au développement matériel, aux énergies financières de la nation. Mais en retour l'essor matériel, pour monter haut, doit s'appuyer sur les forces directrices de l'esprit. Si depuis 1867 notre race s'est enlisée si profondément, beaucoup commencent à le dire : c'est que nous avons manqué d'une grande élite intellectuelle. Nous n'avons pas eu assez de ces esprits généralisateurs, à grande envergure, donneurs de mot d'ordre et capables de ramasser

toutes les énergies d'un peuple pour dégager les formes de l'avenir. Quand un édifice s'élève quelque part, il y a les manœuvres qui transportent les matériaux et construisent leur partie sans prendre garde à l'ensemble. Et il y a le cerveau directeur, l'architecte qui regarde monter les murs, qui ne perd aucun labeur, mais fait l'unité des efforts multiples dans l'harmonieuse beauté des lignes. Au Canada français, depuis cinquante ans, nous n'avons vu ni monter ni se fortifier les murs de la patrie. Pendant que le petit peuple s'absorbait sur son coin de terre ou sur ses outils, trop rarement se sont élevées les intelligences directrices, les esprits de grande lumière et de commandement, ceux qui soulèvent et entraînent les masses et les font collaborer à un effort d'unité. Depuis un demi-siècle, ce fut trop souvent le travail isolé, l'effort intermittent, sans rapport avec une pensée inspiratrice, et pendant que les uns construisaient, d'autres ont démoli.

Il serait insensé de continuer ainsi. Voyez donc l'incommensurable tâche. Nous avons à réveiller un peuple qui s'endort et s'épuise dans la routine; nous avons à le guérir de l'obsession politique, la plus stérilisante et la plus démoralisante des passions; nous avons à le ramener vers les fiers et purifiants labeurs qui agrandissent notre patrimoine. Pour garder chez nous notre bien, nos moyens d'action, nous avons à organiser nos activités économiques; nous avons à relever notre fierté déjà trop inclinée, trop inexistante par ignorance de notre passé. Nous avons à faire regarder les uns vers les autres tous les groupes français, à opérer contre le péril grandissant la coalition d'une solide fraternité. Nous avons à résoudre les premiers problèmes du mal social. Dès la fin de la guerre, nous aurons à faire face à l'éventualité d'un formidable inconnu. Mais alors, qui ne le voit? Pour toute cette vaste entreprise de réorganisation et de régénération, pour la coordination de cet immense travail, c'est trop peu que de quelques esprits superficiels ou fractionneurs; nous avons besoin d'élites, nous avons besoin d'idées; il nous faut créer une haute direction.

Par son enquête sur « Nos forces nationales, » commencée depuis janvier dernier, l'*Action française* voudrait préparer les voies à cette direction. Elle tâche de faire voir les multiples aspects de nos problèmes. Elle espère suggérer ainsi des idées d'ensemble et hâter le jour d'une plus grande lumière.

Mais là ne s'arrête point son entreprise de charité intellectuelle. Elle songe à l'action littéraire et artistique, une autre action des esprits qui s'impose.

Brunetière disait: « On ne se pose qu'en s'opposant. » Mesdames, Messieurs, un peuple n'est soi-même qu'en différant. Il n'a de valeur, il n'a même d'existence que dans la mesure où il ne se confond avec aucun autre, où il s'affirme dans le relief de son originalité. Or, un des puissants moyens d'accuser en relief le génie d'une race et de lui communiquer de la durée, c'est de l'exprimer dans les œuvres de l'esprit. Plus que dans les créations de son commerce ou de son industrie, un peuple se met et se révèle dans les formes de son art. Formes spirituelles, les plus hautes de son activité, les plus expressives de son âme et de sa vie, c'est le moule d'or où s'imprime dans sa plus grande vérité l'effigie nationale. Rien ne vaudra pour affirmer le génie d'une race comme de le cristalliser dans ces formes qui l'expriment au plus parfait et comme de multiplier ces expressions de son originalité.

Et comptez qu'elles lui deviennent en même temps des promesses de survivance. L'œuvre intellectuelle participe à l'immortalité de la pensée. Dès qu'une race a des artistes et des penseurs de génie, on peut dire qu'elle a conquis la durée. Par eux une humanité particulière, l'âme d'une patrie sont coulées dans des monuments merveilleux, et ni la mort ni les ennemis ne prévaudront contre cet airain. L'œuvre artistique une fois créée, ce n'est plus seulement une race qui en a le dépôt; elle devient le patrimoine de l'humanité qui s'emploie à la conserver. Et pendant le même temps, ces œuvres originales offertes en nourriture à toute la race fixent pour toujours une tradition et des habitudes intellectuelles et aident pour leur part à la continuité des générations.

C'est donc une tâche de souveraine importance pour nos artistes et nos écrivains, que de nous garder une âme, une vie distincte, que d'accroître chaque jour les puissances de notre âme française et de pousser jusqu'au large relief notre originalité ethnique. Oh ! comme nous avons besoin de fortifier notre jeune race, petit îlot solitaire, battu de tous côtés par l'immense vague protestante et saxonne ! Ne l'oublions pas: les individualités vigoureuses sont les seules à ne pas se laisser entamer. Et Dieu sait à combien d'infiltrations délétères nous sommes soumis, par les mœurs, par les relations, par les idées, et même par l'action législative, malgré ce provincialisme autonome où nous avait établis la constitution.

Ah ! ne dites pas, écrivains ou artistes du Canada français, que pour nous, petit peuple embryonnaire, petite race amorphe, un génie propre, national, est chose impossible et inexistante. Ne voyez-vous point que l'infinie variété jetée par Dieu dans la création des esprits et des patries constitue déjà un premier fond d'originalité ? Dans ce vaste poème aucune strophe qui ressemble à une autre strophe; le rythme est partout divers. Aucun point du globe n'est pareil à un autre point; l'homme non plus ne ressemble à l'homme. Chacun est porteur de sa parcelle d'humanité et réfléchit un aspect, une teinte particulière. Trois cents ans d'une existence qui n'a été qu'un perpétuel isolement nous ont fait une âme et un caractère à part. A qui ressemblons-nous sur ce continent ? Nous différons de tous par tout, par la langue, par la foi, par les mœurs, par l'histoire. Me direz-vous que cette différence est plutôt faite de notre pauvreté et de notre néant ? Alors écoutez la rumeur de notre passé et ne dites plus que nous manquons d'un fond substantiel et riche : « Quand je songe au passé de notre peuple, écrit Edmond de Nevers, il me semble que j'entends frémir au fond de l'âme canadienne toute une germination mystérieuse, et je me dis qu'un monde latent de poésie, d'art, de grandeur intellectuelle, de noblesse morale, est là qui demande à prendre un libre essor, qui aspire

au soleil et à la vie.» (*L'Avenir du peuple canadien-français*, p. 63).

Levez les yeux et considérez maintenant notre patrie. Elle vous apparaîtra avec ses caractéristiques de grandeur et de beauté un peu austère que lui a faites le Créateur. Mais aussi elle vous révèlera cette autre originalité qui lui vient de l'histoire, des empreintes de la race qui l'a habitée. Au bord des petites clairières en défrichement comme sur les pentes historiques du Long-Sault, sur les hauteurs des Plaines d'Abraham comme dans l'obscur décor des vieux foyers, près des berceaux de la revanche, partout où nos ancêtres ont passé pour y laisser de leurs sueurs ou de leur sang, vous trouverez à la patrie une sorte de revêtement mystique: elle vous apparaîtra comme le sacrement d'un héroïsme.

Puisse à ces spectacles notre jeunesse pensive s'animer d'une ardeur enthousiaste et se préparer à l'éclosion des grandes œuvres prochaines. « Nous ne serons un peuple qu'à la condition d'être un grand peuple. » Nos pères ont fait briller l'éclair de leur verbe et de leur épée dans les vastes domaines de la barbarie; leur hache a fait dans les forêts des trouées lumineuses. Nous, c'est de nos esprits, c'est de nos fronts que, par d'augustes labeurs, nous devons faire jaillir la lumière triomphante.

L'heure est peut-être venue d'un effort décisif. Nous voici à l'âge de la majorité; les ouvriers sont en nombre, les outils perfectionnés. C'est le temps, avec toute cette puissance, de fixer notre individualité française et de conquérir la survivance, ou de laisser passer peut-être pour toujours la période opportune et de prouver notre incurable stérilité.

Mais voyez donc comme la gloire de ces œuvres nous est nécessaire pour fortifier les motifs de notre fierté. Ils sont tant parmi nos snobs et nos parvenus à mépriser leurs compatriotes pour leur indigence littéraire et artistique. Si nos artistes et nos écrivains ne produisent rien qui nous réhabilite, nous verrons se multiplier les apostasies de ces gens moins préoccupés de fidélité patriotique que d'aspirations vaniteuses vers l'opulence qu'ils prennent pour de

l'élégance. Mesdames, Messieurs, quand ce ne serait que pour protéger ces faibles contre eux-mêmes, il faut que cela devienne *chic* d'être Canadien français.

M'opposera-t-on que l'on peut servir l'âme nationale sans s'enfermer dans un étroit nationalisme artistique? Je concède que l'objection est spécieuse et que plusieurs s'en déclarent troublés. Et je n'ignore point que c'est encore glorifier notre esprit français que d'en manifester la souplesse, les formes ondoyantes et diverses, et qu'il est bon d'emprunter à toutes les esthétiques. Il n'en reste pas moins que certaines formes de dilettantisme nous sont des luxes fort coûteux et que nous sommes bien pauvres pour jouer aux patriciens. Et voici d'autres considérations plus inquiétantes. Si l'art n'est point l'expression de l'âme nationale, l'évidence est là, il ne sera point populaire; il ne pourra rien pour fixer et perpétuer notre individualité française, rien pour le relèvement de notre fierté. D'autre part, que l'inspiration exotique vienne à se répandre et à s'universaliser, que les esthétiques les plus bizarres aient leurs autels et leurs fervents, et alors, par l'action de ces œuvres et de ces formes étrangères, c'est notre originalité française qui se voit gravement assaillie. Nos âmes se déforment peu à peu sous l'influence de cet art d'emprunt; et ce sont les puissances de l'esprit qui se tournent contre la patrie. En art comme en toute autre chose on ne s'enrichit que de ce qui est conforme aux exigences de sa nature profonde.

Je supplie les travailleurs intellectuels de réfléchir à ces vérités. Leur conscience de patriotes fera le reste. Au lieu de l'ambition très contestable de n'être que des « accidents » dans l'art et la littérature de leur pays, ils entonneront de toute leur âme la strophe si vaillante du Mistral de *Mireille :* « Je chante une jeune fille de Provence... A travers la Crau, vers la mer, dans les blés, humble écolier d'Homère, je veux la suivre. Comme c'était seulement une fille de la glèbe, en dehors de la Crau il s'en est peu parlé.

« Bien que son front ne resplendît que de jeunesse; bien qu'elle n'eût ni diadème d'or ni manteau de Damas,

je veux qu'en gloire elle soit élevée, comme une reine, et caressée par notre langue méprisée, car nous ne chantons que pour vous, ô pâtres et habitants des *mas.* »

Mesdames, Messieurs, voilà quelques-unes de nos campagnes d'action française. Pour les mener à bien nous avons fondé notre revue. Vous n'ignorez point toute la puissance de ce moyen de publicité. C'est le genre inventé tout exprès pour notre génération haletante et affairée. « Cette forme de l'*essai*, a écrit M. Victor Giraud dans ses *Maîtres de l'heure*, est celle qui convient aujourd'hui à celui qui veut agir par la plume... Les écrits qui ont le plus agi dans ce dernier quart de siècle, ce ne sont pas des livres. Ce sont des articles, des « extraits, » comme on disait très bien jadis; c'est l'article de Brunetière *Après une visite au Vatican;* c'est huit ans plus tôt, l'article que M. E.-M. de Vogue a publié sous le titre d'*Affaires de Rome.*» (Ier vol., 217-218).

L'*Action française* se laisse-t-elle emporter par trop d'ambition ? Elle voudrait être le laboratoire d'idées où viendraient chercher leur lumière et leur stimulant toutes les actions nécessaires. En conviant à sa rédaction tous ceux-là qui se sentent quelque chose derrière le front, elle ambitionne de fournir peu à peu les directions attendues.

Aussi jalousement que possible elle tient à sa tenue qui doit être française, ce qui veut dire irréprochable. Elle se propose par là d'aller porter notre défense jusqu'à l'étranger. Dans le passé avons-nous assez soigné nos exportations intellectuelles ? Ce qui passe les mers sous forme de journaux ou de revues est généralement d'une littérature trop imparfaite ou trop mêlée pour ne pas discréditer plus qu'il ne convient notre jeune culture. Vous savez que l'année dernière le maréchal Joffre est parti avec trois années de l'*Almanach du peuple*, et, s'il vous plait, reliées en chagrin vert. Il n'est pas téméraire de prétendre à faire mieux. Combien de fois lorsque nous étions nous-même en Suisse ou en France, des amis intéressés aux choses canadiennes ne nous ont-ils pas posé cette question : « Monsieur, pourriez-vous nous indiquer

une revue ou un journal qui nous mettrait au courant des choses de votre pays ? » Songez que ces questions nous étaient faites vers 1908, et que là-bas où l'on goûte assez peu les fumisteries, l'œuvre de la presse et l'industrie de la pulpe sont encore deux choses.

Cette revue qu'on nous demandait alors nous avons essayé de la faire après quelques autres. Et voici qu'elle part déjà pour la France et pour Rome où de si odieuses calomnies nous ont fait tant de mal. Des souscriptions de patriotes généreux — souscriptions encore ouvertes — nous permettent de faire le service gratuit de la revue à des évêques français, à des académiciens, au Syndicat des journalistes français et à quelques-uns des intelligents amis du Canada français.

Oui, voilà notre œuvre, Mesdames, Messieurs, voilà ce qu'elle est devenue après deux ans à peine d'existence. Publiée l'année dernière à 32 pages, cette année l'*Action française*, sans augmenter d'un sou le prix de l'abonnement, offre chaque mois 50 pages de choses substantielles à ses lecteurs. Nous n'attendons que les encouragements du public pour développer cette œuvre et lui faire rendre au gré de nos ambitions pour notre race. Jusqu'à maintenant notre seul capital a été l'obole de nos abonnés et le dévouement de nos collaborateurs. Cette œuvre a pu vivre parce que l'honneur de servir les grandes causes a pu rester jusqu'ici au Canada l'unique salaire des plumes indépendantes. L'*Action française* se tourne donc vers vous, Mesdames, Messieurs. Si vous croyez qu'en ce moment une œuvre sincère et courageuse vaut le sacrifice d'une piastre par année, avec insistance et confiance l'*Action française* sollicite votre souscription et votre appui.

Nous sommes de ceux qui croient d'une foi indéfectible à la survivance française en ce pays et à la noblesse du dévouement qui perpétuera notre race. Oh ! sans doute voici que partout nous sommes violemment combattus. Et pourtant nulle part nous ne sommes des vaincus. Ni dans le Manitoba ni dans l'Ontario l'on n'enseigne moins le français. Peut-être l'enseigne-t-on davantage. Ce qui fait la force de notre espérance, c'est que jamais, à aucune

heure de notre histoire, nous n'avons ainsi ramassé tout le faisceau de nos énergies. En 1760 nous ne songions qu'à vivre. En 1840 nous ne songions qu'à l'action politique. En 1867 nous ne songions qu'à la routine. Cette fois nous faisons effort pour songer à tout. L'action politique, sociale, économique, nationale, nous décrochons toutes ces armes pour engager une pacifique mais triomphante bataille.

Ne craignons rien. L'heure de la violence passe comme toutes les autres. Nous n'avons besoin que de nous organiser et de nous défendre. Nous avons le dépôt de la plus haute culture et de la plus grande vérité, de l'unique vérité. Gardons seulement notre flambeau intact et vivant. Il y a des choses trop nécessaires pour qu'elles meurent; il y a des choses trop hautes pour les mains sacrilèges. L'autre jour, par un soir de mars, sur le paysage encore enneigé, je voyais tout-à-coup un vol de corbeaux s'élancer vers le soleil rouge qui penchait. Les oiseaux noirs fondaient éperdûment sur le disque lumineux. D'autres hordes croassantes se levèrent de la forêt sombre et se joignirent aux premières. Et cela paraissait une longue course de haine vers la lumière plus faible qui allait mourir. Je fermai les yeux un instant pour songer à la vérité douloureuse et brutale de ce symbole. Quand je les rouvris la lumière avait disparu. Devant l'attaque sinistre des corbeaux des murailles de nuages s'étaient dressées.

Il y a des choses trop nécessaires pour qu'elles meurent; il y a des choses trop hautes pour les agressions sacrilèges.

Vient de paraître

La Confédération Canadienne

Ses origines

Les origines du projet — Les conférences — A travers les débats — La Confédération et les minorités — La Puissance du Canada.

Beau volume in-12
de 270 pages

Par l'abbé LIONEL GROULX
Professeur d'Histoire du Canada à l'Université Laval.

---

75 sous, plus 5 sous pour le port, aux bureaux du *Devoir* et dans les principales librairies. Par grandes quantités, 50 sous, plus les frais de port. Pour ces commandes, s'adresser à l'auteur, presbytère du Saint-Enfant Jésus du Mile End, rue Saint-Dominique, Montréal.

F 542
G71

UNIVERSITY OF BRITISH COLUMBIA LIBRARY

DATE DUE

FEB 16 1967			
MAR 1 1967			
MAR 15 1967			
MAR 17 REC'D			
APR 3 1967			
~~MAR 20 ENT'D~~			
MAR 28 REC'D			
MAY 27 1968			

101 V.S.

G71

UNIVERSITY OF B.C. LIBRARY

3 9424 02111 3987